

La transformation des stratégies syndicales en Turquie sous le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP)

Précarisation du marché du travail et fragilisation de l'action syndicale

Transformation of trade union strategies in Turkey under the Justice and Development Party (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) rule

Türkiye'de Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP) döneminde sendikal stratejilerin dönüşümü

Isil Erdiñç



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/11086>

DOI : 10.4000/ceb.11086

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-294-8

ISSN : 0290-7402

Ce document vous est offert par Université libre de Bruxelles - ULB



Référence électronique

Isil Erdiñç, « La transformation des stratégies syndicales en Turquie sous le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 45 | 2018, mis en ligne le 05 décembre 2018, consulté le 26 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/11086> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.11086>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juillet 2021.



Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La transformation des stratégies syndicales en Turquie sous le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP)

Précarisation du marché du travail et fragilisation de l'action syndicale

Transformation of trade union strategies in Turkey under the Justice and Development Party (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) rule

Türkiye'de Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP) döneminde sendikal stratejilerin dönüşümü

Isil Erdinç

- 1 Nous voulons aborder ici la précarisation du marché du travail dans différents secteurs d'activité en Turquie et son impact sur la transformation des stratégies syndicales. Nous mettons en avant l'impact des pratiques autoritaires et des politiques néolibérales du gouvernement de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti de la Justice et du Développement), au pouvoir depuis 2002.
- 2 Ce travail s'appuie sur des matériaux recueillis dans le cadre d'un travail de terrain réalisé entre décembre 2011 et novembre 2015 à Istanbul, Ankara, Sakarya et Izmir. Nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec 55 dirigeants et 55 permanents syndicaux et confédéraux travaillant au sein de trois principales confédérations syndicales des travailleurs. Notre corpus est composé de quinze permanents et vingt dirigeants de la DİSK (Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu, Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie), quinze permanents et quinze dirigeants de la Türk-İş (Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu, Confédération des syndicats de travailleurs turcs), vingt-cinq permanents et vingt dirigeants de la Hak-İş (Hak-İş Konfederasyonu, Confédération des droits des travailleurs).

- 3 La première partie de ce travail présentera brièvement le processus de la précarisation du marché du travail et de la fragilisation de l'action syndicale. La deuxième partie, quant à elle, sera consacrée au renouveau des stratégies syndicales et à la transformation des rapports de force au sein du champ syndical à la suite des interventions gouvernementales dans différents secteurs d'activité, ainsi les transports aériens, la production alimentaire, le textile, la métallurgie et le secteur pétrolier. Nous analyserons en particulier le renforcement des syndicats proches de l'AKP qui opèrent au sein des secteurs d'activités industriels, du secteur forestier, des services municipaux et de la communication. Finalement, nous nous concentrerons sur une étude de cas afin de mettre en évidence les alliances construites entre les acteurs politiques et syndicaux marginalisés : la construction navale.

Le processus de la précarisation du marché du travail et la fragilisation de l'action syndicale

Précarisation du marché du travail

- 4 Serkan Öngel constate que les réformes qui visaient à augmenter la compétitivité de certains secteurs d'activité et à apporter une plus grande capacité à s'ouvrir au commerce international ont eu deux conséquences principales : la multiplication des réglementations juridiques et des politiques sectorielles, et la mise en place de mesures pour augmenter les investissements étrangers et la compétitivité des entreprises nationales par le biais d'exonérations fiscales. La responsabilité et les obligations des entreprises en matière de santé, de sécurité au travail et de paiement des salaires, de cotisations de sécurité sociale et d'indemnité d'ancienneté pour les salariés sont devenues moins contraignantes. Les acteurs gouvernementaux ont commencé à pénétrer les structures économiques afin de capter des ressources locales issues du développement sectoriel et du commerce international. Ainsi se sont formées des alliances entre les acteurs économiques et gouvernementaux pour restructurer l'industrie et le commerce.
- 5 Aslı Odman et Nevra Akdemir notent par exemple que :
- Tuzla a été déclaré zone de construction navale par le Conseil des ministres en 1969. Cela faisait partie d'un projet urbain visant à étendre les frontières des zones industrielles d'Istanbul vers l'ouest de la ville. Suite au glissement de la construction navale du centre-ville¹ vers l'ouest, Tuzla est devenu petit à petit, par différentes interventions étatiques, le centre de la construction navale².
- 6 À partir de 2002, le gouvernement de l'AKP a lancé une série de réformes en vue de développer le commerce maritime et la construction navale³. Les médias en coopération avec les chambres de commerce et les organisations patronales ont fait la promotion de ces réformes :
- Les réformes ont été diffusées largement dans des médias proches des membres de la Chambre du Commerce maritime, *Deniz Ticareti Odası* (DTO) et de l'Union des Industriels de la Construction navale, *Gemi İnşa Sanayicileri Birliği* (GİSBİR) avec des slogans comme *Denizci dostu hükümet*, « Le gouvernement : ami de la Marine » et *Denizcilik sektörü çağ atladı*, « Grand progrès dans la Marine »⁴.
- 7 Il existe également des liens entre les armateurs, les propriétaires des docks de Tuzla et les membres du gouvernement :

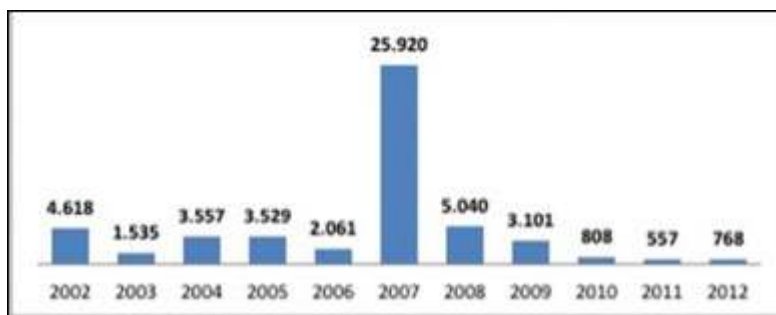
Les membres des familles Yardımcı et Türkter sont députés de l'AKP. Cengiz Kaptanoğlu, propriétaire de la compagnie de Desan a été député de l'AKP aux élections précédentes et avait présidé la commission de Défense nationale⁵.

- 8 De plus, le ministre des Transports, Binali Yıldırım, est ingénieur en construction navale et ses enfants, comme ceux d'un autre député de l'AKP, Osman Pepe, travaillent dans ce même secteur⁶. Or l'AKP a promulgué des lois qui réduisent les taxes sur le commerce maritime et facilitent la construction de nouveaux ports pendant la première période du ministère de Binali Yıldırım, de 2002 à 2006⁷. Le gouvernement AKP s'installe ainsi dans les structures de la production industrielle et commerciale du secteur portuaire et de la construction navale. Un réseau composé de membres du gouvernement, d'hommes d'affaires et de patrons des médias émerge progressivement et ce processus s'accompagne de la précarisation du marché du travail.
- 9 L'ouverture économique internationale a provoqué de fait la précarisation du marché du travail au sein de la majorité des secteurs d'activité. Cette précarisation, nous le verrons, a entraîné la fragilisation de l'action syndicale, et, par la suite, la marginalisation de l'affiliation syndicale et la criminalisation des mobilisations ouvrières.

Fragilisation de l'action syndicale

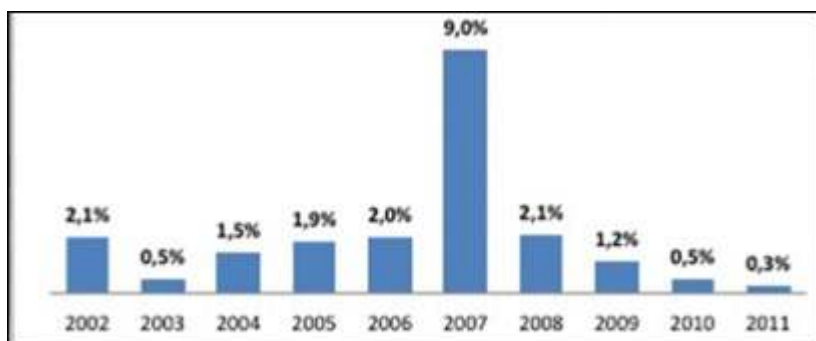
- 10 Conformément à la loi sur les syndicats et les négociations collectives en vigueur, le gouvernement peut faire repousser une grève de soixante jours pour des raisons de sécurité nationale. Or, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, plusieurs grèves ont été reportées. Citons quelques exemples : la grève des ouvriers de Petlas (compagnie pétrolière), affiliés au Petrol-İş de la Türk-İş, reportée en juillet 2003, la grève des ouvriers d'Erdemir (compagnie minière), affiliés à Maden-İş de la Türk-İş, reportée en septembre 2005, la grève des ouvriers de Şişecam (une compagnie de l'industrie du verre) affilié à Kristal-İş de la Türk-İş, reportée en juin 2014, la grève des ouvriers de Turkish Airlines en mai 2013 ; plus récemment, la grève des ouvriers affiliés à Birleşik Metal-İş de la DİSK a été reportée en janvier 2015.
- 11 Quand nous analysons les secteurs d'activité, nous notons que la sous-traitance influence le pourcentage des mobilisations syndicales : les secteurs au sein desquels la sous-traitance est plus pratiquée y occupent une place plus importante que les secteurs avec moins de sous-traitance.

Tableau 1. Nombre de travailleurs qui ont participé à des grèves depuis 2002



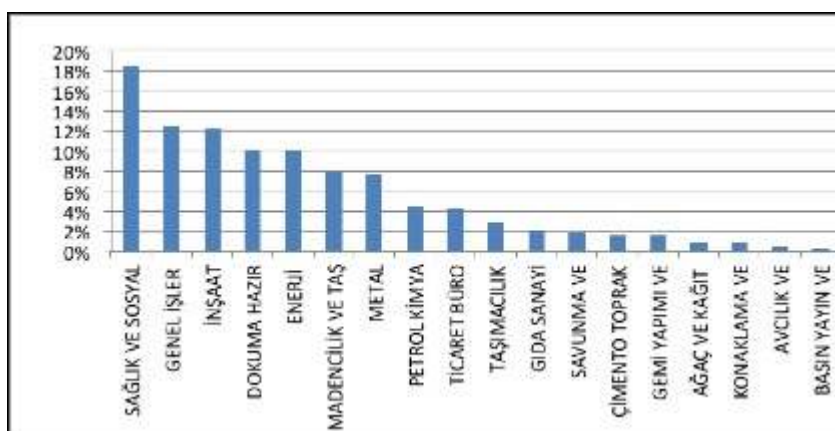
Source : İrfan KAVGİSİZ, 2014, "2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme" [Évaluation des activités de la classe ouvrière pendant la période de janvier-juin 2014], Disk-Ar, n° 3, novembre 2014, p. 114.

Tableau 2. Le pourcentage des conflits qui résultent d'une grève



Source : İrfan KAVGİSIZ, 2014, "2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme" [Évaluation des activités de la classe ouvrière pendant la période de janvier-juin 2014], Disk-Ar, n° 3, novembre 2014, p. 114.

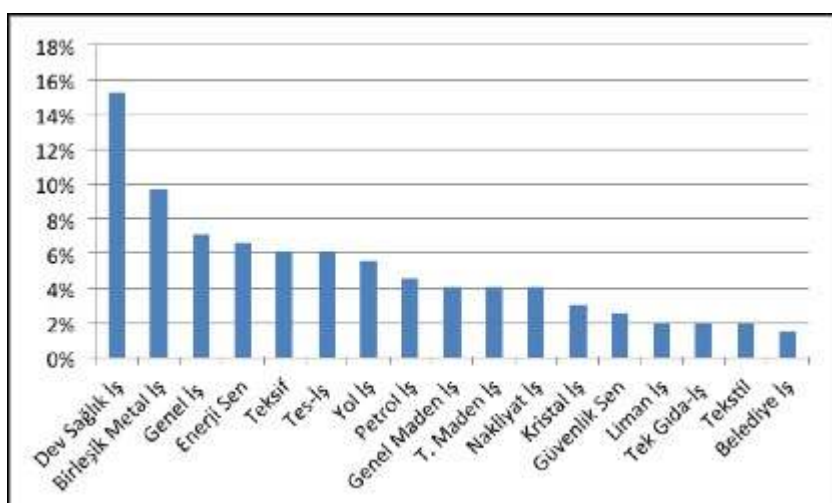
Tableau 3. Les secteurs d'activité selon la répartition des mobilisations



(de gauche à droite : santé et domaine social, travaux généraux, construction, textile, énergie, secteur minier, métallurgie, secteur pétrolier et chimique, commerce et bureau, transport, alimentation, défense et sécurité, ciment, construction navale, bois et papeterie, logement et loisirs, chasse-pêche, agriculture et forêts, presse et journalisme).

Source : İrfan KAVGİSIZ, 2014, "2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme" [Évaluation des activités de la classe ouvrière pendant la période de janvier-juin 2014], Disk-Ar, n° 3, novembre 2014, p. 114.

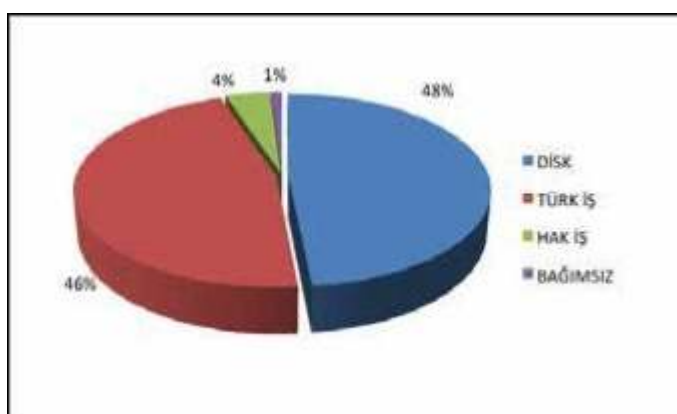
Tableau 4. Les syndicats selon la répartition des mobilisations



Source : İrfan KAYGISIZ, 2014, "2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme" [Évaluation des activités de la classe ouvrière pendant la période de janvier-juin 2014], Disk-Ar, n° 3, novembre 2014, p. 114.

- 12 Les quatre premiers syndicats sont des syndicats affiliés à la DİSK. Seul Liman-İş (construction navale) est affilié à la Hak-İş, six sont affiliés à la DİSK alors que dix sont affiliés à la Türk-İş.

Tableau 5. Les confédérations selon la répartition des mobilisations



Source : İrfan KAYGISIZ, 2014, "2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme" [Évaluation des activités de la classe ouvrière pendant la période de janvier-juin 2014], Disk-Ar, n° 3, novembre 2014, p. 114.

- 13 Il est intéressant de comparer le taux de syndicalisation et la répartition des mobilisations. Alors que 66 % des ouvriers syndiqués sont affiliés à la Türk-İş, le taux de participation de ce syndicat dans les mobilisations est de 46 %, tandis que la DİSK regroupe 9 % des ouvriers syndiqués en son sein, mais organise 46 % des mobilisations ! Hak-İş, quant à elle, organise 4 % des mobilisations alors que 21 % des ouvriers syndiqués se trouvent au sein de cette confédération, 1 % des mobilisations sont organisées par des syndicats autonomes. La différence entre les chiffres est évidemment très parlante quant aux dispositions politiques ou combatives des syndicats.

La transformation des rapports de force au sein du champ syndical et le renouveau des stratégies syndicales

- 14 Il ressort de notre enquête qu'une des conséquences principales de l'intervention du gouvernement AKP dans le fonctionnement et la structuration du champ syndical est le changement de l'équilibre entre les organisations en termes d'effectifs et de cotisations. L'augmentation des effectifs des syndicats conduit à celle de leurs ressources et de leur influence puisque, quand ils ont plus d'adhérents, le montant des cotisations s'élève et, avec elles, leurs ressources financières.
- 15 Or, nous constatons que le nombre d'adhérents de la Hak-İş augmente alors que le nombre d'adhérents de la DİSK et de la Türk-İş est en déclin ou stagne. La part de la Hak-İş dans la croissance des effectifs devient plus importante en raison de l'augmentation du nombre des secteurs d'activités au sein desquels les syndicats qui lui sont affiliés sont représentés. Le changement des effectifs sous le gouvernement AKP est lié à plusieurs raisons, la structure du marché du travail et la précarité, la mise en place des nouvelles réglementations, les pratiques discriminatoires antisyndicales et les transferts forcés entre syndicats.

Le renforcement des syndicats proche du gouvernement AKP et le changement de l'équilibre entre les organisations syndicales

- 16 L'évolution la plus significative au cours des années 2000 s'observe dans le taux de syndicalisation des fonctionnaires qui s'est élevé de 68,77 % à 70,3 % entre 2012 et 2014. 91 % de cette augmentation sont dus à la Confédération des syndicats fonctionnaires Memur-Sen (*Memur Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des syndicats des Employés) alors que 5 % viennent de la Confédération des syndicats du secteur public de Turquie (*Türkiye Kamu-Sen, Türkiye Kamu Çalışanları Sendikaları Konfederasyonu*, Confédération des Travailleurs du secteur public) et 3 %, de la KESK (*Kamu Emekçileri Sendikası Konfederasyonu*, Confédération syndicale des employés du secteur public). Entre 2002 et 2015, nous constatons une croissance de 1897,8 % dans la Memur-Sen. Parmi les syndicats affiliés à la Memur-Sen, la Kamu-Sen a perdu sa représentativité dans le secteur des Fondations et de la direction des affaires religieuses en 2004, dans le secteur forestier, en 2008, et dans le secteur de la santé, en 2009. La KESK, quant à elle, a perdu sa représentativité dans le secteur de l'administration locale en 2006⁸.

Tableau 6. Taux de syndicalisation des fonctionnaires de 2002 à 2015.

	Kamu-Sen	KESK	Memur-Sen	Autres	Total
Juin 2002	329 065	262 348	41 871	17 448	650 770
Juin 2015	445 729	236 202	836 505	160 592	1 679 028

Changement (%)	35,45	-9,9	1 897,8	820,4	132
----------------	-------	------	---------	-------	-----

Source : Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı [ministère du Travail et de la Sécurité sociale], 6356 Sayılı Sendikalar ve Toplu İş Sözleşmesi Kanunu Gereğince ; İşkollarındaki İşçi Sayıları ve Sendikaların Üye Sayılarına İlişkin 2013 ocak ve 2015 temmuz İstatistikleri, [Statistiques sur le nombre des ouvriers selon les secteurs d'activité et sur le nombre d'adhérents des syndicats pour les mois de janvier 2013 et de juillet 2015 conformément au code des syndicats et des conventions collectives n° 6356], <http://www.csgeb.gov.tr/csgebPortal/csgeb.portal?page=uye>, consulté le 23 août 2016.

Nous avons calculé les chiffres à partir des données du ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Voir ministère du Travail et de la Sécurité sociale, « Nombre d'adhérents des syndicats des fonctionnaires selon la loi numéro 4688 », <http://www.csgeb.gov.tr/csgebPortal/csgeb.portal?page=sendikauye>, consulté le 19 août 2015.

- 17 Selon les chiffres officiels donnés par le ministère turc du Travail et de la Sécurité sociale, la Türk-İş comprend 69,4 % des ouvriers syndiqués, la Hak-İş 16,4 % et la DİSK 10 %. Le taux de syndicalisation dans le secteur privé s'est élevé de 9,2 % à 10,65 % de 2013 à 2015. Cependant, cette croissance est inégalement distribuée entre les trois confédérations principales. Alors que 44 % de cette augmentation concernent les syndicats affiliés à la Hak-İş, 39 % touchent les syndicats affiliés à la Türk-İş et 17 %, les syndicats de la DİSK. De janvier 2014 à juillet 2014, la progression des effectifs de la Hak-İş (31 %) est plus élevée que celle de la DİSK (3,95 %) et de la Türk-İş (2,33 %)⁹.
- 18 En 2014, les syndicats de la Hak-İş sont majoritaires dans quatre des vingt secteurs d'activité retenus dans le code des syndicats et des conventions collectives n° 6356, alors qu'en 2013, ils n'avaient la majorité que dans trois secteurs¹⁰. Ces secteurs sont l'agriculture et les forêts, la production alimentaire, les charpentiers et papetiers et le secteur des services généraux et municipaux. La Türk-İş a perdu la majorité dans le secteur de la production alimentaire dans l'année 2013, alors que la DİSK n'a aucun syndicat majoritaire dans un secteur quelconque d'activité. Dans les secteurs de la communication, de la métallurgie, du transport maritime, du textile et du tourisme, les syndicats de la Hak-İş ont systématiquement augmenté leur nombre d'adhérents.
- 19 La structure du marché du travail et la précarisation sont parmi les raisons principales de la fragilisation des ouvriers syndiqués. De fait, l'augmentation des effectifs de la Hak-İş vient principalement des pratiques discriminatoires et des menaces de licenciement utilisées par les employeurs.
- 20 Les secteurs de l'agriculture, des forêts et des charpentiers et papetiers sont des secteurs majoritairement publics. La croissance de la Hak-İş dans la production alimentaire se fonde principalement sur les petites et moyennes entreprises proches de l'AKP. La syndicalisation dans les secteurs de la communication et du tourisme s'effectue au sein des institutions publiques et des entreprises privées proches de l'AKP. Quant aux secteurs de la métallurgie, du transport maritime et du textile, ce sont les secteurs précaires au sein desquels les ouvriers, risquant le licenciement, sont contraints d'adhérer à un syndicat « acceptable » et « souhaitable » par les employeurs et par l'État.
- 21 La mise en place de nouvelles réglementations juridiques concernant les modalités d'adhésion à un syndicat facilite également le changement des effectifs en faveur de la Hak-İş. Deux changements inscrits dans le nouveau code des syndicats entré en vigueur en 2012 ont ainsi concerné l'adhésion des ouvriers à un syndicat :
- l'obligation de passer par un notaire afin d'attester son affiliation syndicale a été abrogée et un système d'adhésion en ligne l'a remplacée ;

- la cotisation de solidarité que payent les ouvriers non-syndiqués ou les membres d'un autre syndicat afin de bénéficier des clauses d'une convention collective signée au sein d'une entreprise par le syndicat représentatif a baissé.
- 22 Le système électronique d'adhésion a permis à des employeurs et des dirigeants d'un syndicat adverse de saisir le code confidentiel de l'ouvrier pour le changer de syndicat en ligne sans sa volonté. Selon l'article 22 du code des syndicats n° 2821, les ouvriers étaient obligés de passer par un notaire pour obtenir une attestation de départ d'un syndicat et d'adhésion à un autre. Avec le changement de loi en 2012, cette obligation a été supprimée. Un système électronique a été mis en place qui a rendu les ouvriers plus fragiles face aux employeurs. Une dirigeante syndicale de la DİSK explique comment, selon les témoignages des ouvriers, l'employeur confisque le mot de passe des ouvriers pour les faire adhérer au syndicat qu'il préfère :
- Les ouvriers, n'ayant pas accès à l'internet ou ne connaissant pas le système électronique, adhèrent à un syndicat avec l'aide d'un dirigeant ou d'un représentant syndical ou en présence de l'employeur. La majorité des employeurs gardent les mots de passe des ouvriers pour être sûrs qu'ils n'adhèrent pas à un syndicat sans le préavis de leur employeur. Ils laissent les dirigeants d'autres syndicats prendre les mots de passe des ouvriers pour les faire adhérer à leur syndicat¹¹.
- 23 Il ressort de nos entretiens avec les dirigeants syndicaux que le second point, la baisse de la cotisation de solidarité, a réduit la motivation des ouvriers non-syndiqués ou des ouvriers membres d'un syndicat non représentatif au niveau de l'entreprise, à changer de syndicat.
- 24 Les pratiques discriminatoires antisyndicales et les transferts forcés entre les organisations syndicales font également partie des raisons de l'augmentation des effectifs de la Hak-İş. Au cours de nos entretiens, nous avons appris que les transferts forcés des ouvriers sont principalement obtenus de trois façons : par l'employeur (menace de licenciement), par l'État (l'intervention de la concurrence syndicale) et par le syndicat adverse (violence physique contre les ouvriers syndiqués au sein d'un autre syndicat). Cependant, l'observation donne à voir que la discrimination syndicale n'a pas les mêmes conséquences sur tous les syndicats.
- 25 L'ensemble des cas de pratiques discriminatoires déclarés dans le secteur public concerne les syndicats affiliés à la KESK de tendance socialiste. La Memur-Sen et la Türkiye Kamu-Sen ne sont pas touchées par la discrimination syndicale. Dans le secteur privé, il n'existe aucun cas déclaré de discrimination syndicale concernant la Hak-İş, alors que 52 % des cas déclarés touchent la Türk-İş et 48 %, la DİSK. Il existe plusieurs cas de transferts forcés au sein des entreprises publiques, ou partiellement publiques, vers des syndicats de la Hak-İş, qui, gagnant de l'opération, n'est évidemment pas victime de discrimination. On peut citer quelques exemples.
- 26 Les ouvriers travaillant au sein de la compagnie publique de production de thé de Çaykur ont été forcés d'adhérer au syndicat du secteur alimentaire de la Hak-İş, Öz Gıda-İş en 2013, car menacés de licenciement¹². Tek Gıda-İş, syndicat du secteur de l'alimentation de la Türk-İş avait lancé une grève en avril 2013 à Çaykur, compagnie publique de la production de thé, à la suite d'un litige concernant les négociations collectives. Attila Özsever explique :
- Tek Gıda-İş était représenté à Çaykur depuis 60 ans. La direction générale de Çaykur voulait inclure un article qui prévoyait que les ouvriers affiliés à l'Öz Gıda-İş (affilié à la Hak-İş) puissent bénéficier des avantages de la nouvelle convention collective

qui sera signée entre Tek Gıda-İş et Çaykur. Par contre, Tek Gıda-İş a refusé d'ajouter cet article et lancé une grève¹³.

- 27 En octobre 2013, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale déclare Öz Gıda-İş représentatif, et la direction de Çaykur signe alors une convention collective avec lui en novembre 2013. Le secrétaire général de la Türk-İş explique :

Ils ont éloigné les ouvriers de notre syndicat. C'était Tek Gıda-İş qui était représentatif au niveau de l'entreprise, mais ils ont menacé nos ouvriers. Les responsables gouvernementaux eux-mêmes ont fait des déclarations soutenant Öz Gıda-İş, ce qui n'est finalement pas surprenant. Certains ouvriers ont changé de syndicat, donc nous avons perdu notre représentativité¹⁴.

- 28 Les employés de l'Agence Presse Anatolienne et du *Journal officiel* ont changé de syndicat en 2013 et ont été encartés par leurs employeurs à Medya-İş, le syndicat du secteur de la communication et de la presse de la Hak-İş, fondé en 2012¹⁵. Le transfert forcé des ouvriers travaillant dans des municipalités de l'AKP, notamment à la Municipalité d'Istanbul, vers le syndicat des ouvriers municipaux de la Hak-İş, Hizmet-İş, a été mis en avant dans des rapports sur la violation des droits et des libertés syndicaux publiés par la CSI (Confédération syndicale internationale)¹⁶. Un permanent au syndicat des ouvriers municipaux de la DİSK, Genel-İş, indique :

Ici, il s'agit de l'adhésion des ouvriers au syndicat affilié à la Hak-İş. Quand la municipalité a déclaré qu'elle n'allait pas négocier avec les ouvriers affiliés aux autres confédérations en vue de signer des conventions collectives, les ouvriers ont été obligés de changer de syndicat pour pouvoir être couverts par une convention collective¹⁷.

- 29 Il existe également d'autres transferts des employés vers les syndicats affiliés à la Hak-İş fondés entre 2008 et 2013 comme Öz Orman-İş au sein de la Direction générale des Forêts, du ministère de l'Environnement et des Forêts et du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Öz Büro-İş au sein du ministère de la Culture et du Tourisme¹⁸ et Öz Finans-İş, au sein des banques partiellement publiques comme Halkbank et Ziraat Bankası¹⁹.
- 30 Même si l'article 25 du code des syndicats et des conventions collectives prévoit la protection des syndicalistes contre la discrimination syndicale, la mise en place de la loi pose problème pour les ouvriers. Ceux qui sont licenciés et saisissent le tribunal de travail pour être réintégrés dans leur poste doivent en effet faire face à de longs procès et aux frais de justice qui sont à leur charge.

Les alliances sectorielles locales entre les partis politiques et les syndicats

- 31 La construction d'alliances locales et la circulation des ressources entre le champ syndical et le champ politique s'observent au niveau de l'entreprise dans les logiques de recrutement et pendant les périodes électorales. Ainsi, on peut se demander quelles sont les ressources dont disposent les syndicats pour se renforcer et influencer les politiques gouvernementales.
- 32 Un amendement législatif en 2010 a rendu obligatoire pour les dirigeants et permanents syndicaux de démissionner de leur poste syndical avant de présenter leur candidature aux élections législatives. Cela a eu pour effet que les syndicalistes et les militants politiques ont cherché de nouvelles stratégies pour s'investir en politique. Les

partis politiques de tendance socialiste, avec en moyenne de 1 à 3 % des voix aux élections, n'ont pas ou peu de chance d'accéder à l'Assemblée nationale en raison du seuil minimum de 10 % des voix nécessaires au niveau national pour être élu ; le nombre de candidats-syndicalistes a donc baissé aux élections législatives entre 2011 et 2015, de même qu'aux élections locales de 2014. De fait, la reconversion du capital syndical en capital politique est devenue plus difficile au niveau national. Autrement dit, la valeur du capital syndical et son taux de change par rapport au capital politique a baissé. Comme les dirigeants et les permanents syndicaux du Limter-İş, membre de l'ESP (*Ezilenlerin Sosyalist Partisi*, Parti socialiste des opprimés), n'ont pas pu se présenter aux élections nationales, les ressources militantes et le niveau local ont été valorisés. Les alliances entre les petits partis politiques socialistes et les syndicats à faibles ressources ont commencé à apparaître, moins dans les candidatures aux élections législatives nationales, mais davantage lors du recrutement des permanents syndicaux, de l'organisation des activités syndicales dans les docks, au niveau local et à celui des campagnes municipales.

33 Limter-İş a cherché à construire des alliances avec les acteurs locaux, en particulier les acteurs des partis²⁰. Ainsi, l'alliance entre le Parti socialiste des Opprimés et Limter-İş s'est construite au cours des années 2000. Avec moins de 2 % des voix aux élections législatives, l'ESP n'a pas accès à l'Assemblée nationale, mais l'analyse de cette alliance permet de comprendre comment en dépit du nonaccès aux acteurs nationaux et internationaux, les alliances interchamp au niveau local servent à accumuler des ressources, à convertir les ressources et se renforcer au sein des champs syndical et politique.

34 Dans ce contexte de marginalisation du Limter-İş (syndicat des dockers) et de l'ESP, une quasi-fusion entre eux s'est effectuée. Ils ont mutualisé leurs ressources, leurs militants et leurs activités au niveau local à Tuzla. Les dirigeants du Limter-İş sont tous devenus membres de l'ESP. Le parti a fait embaucher ses militants aux docks pour qu'ils puissent adhérer après au Limter-İş. Levent, dirigeant au Limter-İş, explique²¹ :

Je travaillais dans un atelier de textile, mais ils m'ont licencié quand ils ont vu que je cherchais à convaincre les ouvriers pour qu'on adhère tous à un syndicat. Nous avons noté, au sein du Parti, que les docks apparaissaient comme un espace de lutte important pour la lutte révolutionnaire, des dizaines de dockers étaient morts au travail. Donc nous avons décidé, j'ai commencé à travailler dans les docks, j'ai adhéré au Limter-İş et notre lutte révolutionnaire partisane continue au sein des docks et du syndicat.

35 L'alliance entre ces deux acteurs (syndicat et parti politique) à faibles ressources leur a permis d'augmenter le volume des capitaux dont ils disposent pour lutter contre la répression étatique et la marginalisation à Tuzla.

36 Quant aux ressources matérielles issues de l'alliance entre l'ESP et le Limter-İş, Hakki explique :

À l'ESP, ils diffusent des nouvelles concernant nos manifestations, ils les publient sur leurs journaux et leur site Internet, etha.com.tr. Ils envoient leurs militants à nos manifestations contre notre marginalisation et les menaces de licenciement de nos membres. Les ouvriers commencent à travailler à 8 h, et si vous organisez une manifestation il faut être devant l'usine à 7 h. Donc les ouvriers ne pourront pas venir. Parfois, ils ne veulent pas que les employeurs les voient protester devant l'entreprise, donc ils ne participent pas aux manifestations après le boulot non plus. La présence des militants du parti est donc très importante. Comme ça, nous sommes plus visibles dans des médias, les employeurs nous voient, ils voient que

nous restons là malgré la violation de nos droits syndicaux par la force et la répression. Limter-İş et l'ESP se sont alliés au cours des manifestations. Quand il y a un accident aux docks à Tuzla, cela n'est pas seulement le problème de Limter-İş, mais de tous les acteurs qui luttent pour les droits des ouvriers et les conditions de travail. Les partis politiques et les syndicats doivent être capables de se réunir. La politique ne peut pas nier les syndicats, et les syndicats doivent savoir utiliser la politique afin de transmettre leurs demandes. Nos problèmes sont liés. La santé, l'environnement, le futur de nos enfants, les problèmes économiques et sociaux sont liés aux processus politiques.

- 37 Ainsi, par le biais des ressources syndicales et de celles des partis, les dirigeants du Limter-İş visent à proposer une solution aux dockers-adhérents dans un contexte de déséquilibre croissant entre les organisations syndicales. Lors de nos observations dans les docks, nous avons noté également que les militants de l'ESP participent aux manifestations du Limter-İş à Tuzla ; le syndicat utilise les ressources matérielles (les autobus, les pancartes, les banderoles) et les ressources humaines (les militants) du parti. En échange, les militants du parti ont la possibilité de discuter avec des ouvriers lors des déjeuners, des pauses café à l'usine et des réunions syndicales.
- 38 Dans ce contexte, les alliances entre les différents acteurs au niveau local permettent de construire des stratégies de résistance contre la marginalisation et la criminalisation de l'action syndicale. La mutualisation des causes et la reconversion des ressources servent à renforcer la capacité de mobilisation du syndicat et du parti au niveau local.
- 39 Les ressources syndicales de Limter-İş sont utilisées par l'ESP comme une base électorale et les ressources politiques de l'ESP donnent à Limter-İş la possibilité d'obtenir une certaine légitimité et un soutien dans sa lutte au sein du secteur portuaire et de la construction navale. L'augmentation des interventions et de la criminalisation par le gouvernement AKP fait évoluer les modes de la circulation des ressources à Tuzla. L'observation montre que la quasi-fusion entre l'ESP et Limter-İş devient plus solide quand l'intervention étatique s'accélère. Les stratégies de reconversion et de mobilisation des ressources pour capter des ressources étatiques locales deviennent plus visibles. L'ESP et Limter-İş utilisent la dissidence et leur marginalisation pour tirer bénéfice de leur stigmatisation et de leur exclusion au sein du champ syndical et du champ politique.
- 40 Le processus de sélection des candidats de l'ESP est réalisé au niveau local. La direction centrale du parti cherche à présenter des candidats localement reconnus, elle présente donc des militants et des membres du parti qui sont des acteurs importants des mobilisations à Tuzla, qui mobilisent leurs ressources et leur base populaire locale, et s'inspirent des avis et des propositions des électeurs pour construire leur agenda.
- 41 Les élections ne sont pas seulement des mécanismes pour élire des représentants pour Limter-İş. Les militants syndicaux politiques les considèrent comme des périodes importantes pour sensibiliser les ouvriers. Kamber Saygılı parle ainsi de son but, lorsqu'il s'était présenté comme candidat au cours des élections locales et législatives de 2009 et 2007 :
- Quand on est candidat, notre but n'est pas seulement d'être élu. Le but est de rendre les ouvriers conscients de leur situation.
- 42 En insistant sur le fait que son but n'était pas que d'exprimer les revendications des ouvriers s'il se présentait comme candidat aux élections, Hakkı explique :
- Notre but au cours des périodes électorales c'était d'organiser des meetings et des réunions au niveau local, de faire de la politique ouvertement, et d'expliquer les

revendications des ouvriers et le socialisme. Les périodes électorales sont des périodes au cours desquelles le degré de la politisation du peuple est plus élevé.

Conclusion

- 43 La structure et le fonctionnement du champ syndical en Turquie sont pris dans un processus de transformation. Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, l'AKP s'est insérée dans les institutions étatiques pour capter des ressources publiques et les redistribuer de manière sélective aux organisations qui lui sont proches par des liens organiques, historiques, idéologiques, politiques ou pragmatiques. Elle met en place de nouvelles règles juridiques, utilise la répression étatique et la violence policière et construit un discours discriminant afin de définir un type de « syndicalisme préférable et acceptable » par le gouvernement, face à un « syndicalisme dangereux ». Elle reconstruit ainsi le champ syndical par le biais du droit, de la force et du discours. Conséquence logique de cette reconstruction, le gouvernement AKP transforme l'équilibre des forces entre les syndicats, reconfigure les alliances et conduit à la bipolarisation du champ syndical.
- 44 Au terme de notre étude, nous avons noté qu'il existe des collusions entre les acteurs syndicaux et politiques au niveau local. L'AKP met en place un système de redistribution sélective des ressources ; elle sélectionne également des partenaires privilégiés afin de pénétrer dans d'autres champs, dans notre cas, le champ politique et le champ syndical, et y modifier les rapports de force et l'équilibre entre les organisations. En dépit des ressources au niveau national, différentes ressources sont mobilisées au niveau local par Limter-İş par exemple, pour se renforcer au sein du champ syndical et mettre en valeur un syndicalisme plus combatif dans le secteur portuaire et la construction navale à Tuzla. Les politiques autoritaires et répressives jouent donc un rôle important dans le processus de renouveau des stratégies syndicales et politiques dans un contexte de la mise en place de politiques économiques néolibérales. La structuration des secteurs d'activité se transforme avec l'ouverture internationale du commerce et la mise en place des politiques économiques visant à augmenter la compétitivité de l'industrie en Turquie. Cela provoque la précarisation progressive du marché du travail et la fragilisation de l'action syndicale. Les organisations de tendance socialiste sont marginalisées à l'intérieur du champ syndical, et les partis politiques socialistes marginalisés dans le champ politique. Il est donc possible de parler d'une homologie de positions qui résultent de l'intervention de l'État dans les relations industrielles et de l'implantation des politiques néolibérales. Des causes communes donnent lieu à des alliances sectorielles locales entre les syndicats et les partis politiques autour de mobilisations sociales locales.
- 45 Dans ce cadre, les résultats de notre recherche offrent quelques premières pistes pour étudier les conséquences de l'intervention étatique sur le fonctionnement d'autres champs sociaux et sur l'évolution des relations interchamp. Nos propos sur le champ syndical en Turquie offrent également des pistes pour analyser la mobilisation des ouvriers auxquels le champ syndical doit son existence et sa légitimité²².

BIBLIOGRAPHIE

AKDEMİR Nevra & ODMAN Ash, 2008, “Tuzla'da örülen ve üstü örtülen sınıfsallıklar”, [Les appartenances de classe émergentes et mosquées à Tuzla], *Toplum ve Bilim*, n° 113, p. 51.

BOURDIEU Pierre 1984, *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 277 p.

KAYGISIZ İrfan, 2014, “2014 ocak-haziran dönemi işçi sınıfı eylemleri üzerine değerlendirme”, *Disk-ar*, n° 3, p. 108-121.

Ressources internet

“Binali Yıldırım’ın karnesi pekiyi” [Les résultats des activités de Binali Yıldırım sont parfaits], URL : <http://www.denizhaber.com.tr/guncel/6468/binali-yildirim39in-karnesi-pekiyi.html>, 18 décembre 2006, consulté le 17 mai 2013.

“Devlet eliyle büyüyen sendika: Medya-İş” [Le syndicat qui se renforce par le biais de l’État : Medya-İş], 23 novembre 2013, <http://haber.sol.org.tr/sonuncu-kavga/devlet-eliyle-buyutulen-sendika-medya-is-haberi-83201>, consulté le 22 juillet 2014.

“İstatistikler açıklandı” [Les statistiques sont déclarées], <http://www.emek.org.tr/istatistik-aciklandi-11-milyondan-fazla-isci-sendikasiz-ergun-iseri.html>, consulté le 24 août 2014.

ITUC, « Turkey - Intimidation of public sector trade unionists (2012) », <http://survey.ituc-csi.org/Intimidation-of-public-sector.html?lang=en>, consulté le 22 juillet 2014.

Ministère du travail et de la sécurité sociale, « Nombre d’adhérents des syndicats des fonctionnaires selon la loi numéro 4688 », <http://www.csgeb.gov.tr/csgebPortal/csgeb.portal?page=sendikauye>, consulté le 19 août 2015.

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, “6356 Sayılı Sendikalar ve Toplu İş Sözleşmesi Kanunu Gereğince ; İşkollarındaki İşçi Sayıları ve Sendikaların Üye Sayılarına İlişkin 2013 ve 2014 Ocak Ayı İstatistikleri” [Statistiques sur le nombre des ouvriers distingués selon les secteurs d’activité et sur le nombre d’adhérents des syndicats pour les mois de janvier 2013 et de janvier 2014 conformément au code des syndicats et des conventions collectives numéro 6356], <http://www.csgeb.gov.tr/csgebPortal/csgeb.portal?page=uye>, consulté le 19 août 2015.

“Son 8 yılda sendika üye sayısındaki değişim” [Le changement du nombre d’adhérents des syndicats dans 8 ans], 8 juillet 2009, <http://www.memurlar.net/haber/143902/>, consulté le 19 août 2015.

Articles de presse

Sol, 24/08/2013, “Sendikal operasyonda sıra bankalarda” [C’est au tour des banques dans l’opération syndicale], Koç Yıldız.

Sol, 19/02/2013, “Türk-İş’ten kaçarken Hak-İş’e yakalanmak” [S’échapper de la Türk-İş, se trouver à la Hak-İş], SAVAŞ Alparslan.

Yurt, 20/04/2013, “AKP ile hesaplaşma : Çaykur grevi” [Règlement de compte avec l’AKP : la grève de Çaykur], ÖZSEVER Attila.

NOTES

1. La Corne d'Or (Haliç) était la zone principale de la construction navale à Istanbul à l'époque ottomane et au début de la période républicaine.
2. AKDEMİR & ODMAN, 2008, p. 51.
3. *Ibid.* p. 53.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.* p. 53-54.
6. *Ibid.* p. 54.
7. "Binali Yıldırım'ın karnesi pekiyi" [Les résultats des activités de Binali Yıldırım sont parfaits], URL: <http://www.denizhaber.com.tr/guncel/6468/binali-yildirim39in-karnesi-pekiyi.html>, 18 décembre 2006, consulté le 17 mai 2013.
8. "Son 8 yılda sendika üye sayısındaki değişim" [Le changement du nombre d'adhérents des syndicats en 8 ans], 8 juillet 2009, <http://www.memurlar.net/haber/143902/>, consulté le 19 août 2015.
9. "İstatistikler açıklandı" [Les statistiques sont déclarées], <http://www.emek.org.tr/istatistik-aciklandi-11-milyondan-fazla-isci-sendikasiz-ergun-iseri.html>, consulté le 24 août 2014.
10. Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, "6356 Sayılı Sendikalar ve Toplu İş Sözleşmesi Kanunu Gereğince; İşkollarındaki İşçi Sayıları ve Sendikaların Üye Sayılarına İlişkin 2013 ve 2014 Ocak Ayı İstatistikleri" [Statistiques sur le nombre des ouvriers distingués selon les secteurs d'activité et sur le nombre d'adhérents des syndicats pour les mois de janvier 2013 et de janvier 2014 conformément au code des syndicats et des conventions collectives numéro 6356], <http://www.csgb.gov.tr/csgbPortal/csgb.portal?page=uye>, consulté le 19 août 2015.
11. Entretien avec une dirigeante syndicale à la DİSK, Istanbul, 27 juin 2013.
12. ÖZSEVER Attila, "AKP ile hesaplaşma: Çaykur grevi" [Règlement de compte avec l'AKP : la grève de Çaykur], *Yurt*, 20 avril 2013.
13. *Ibid.*
14. Entretien avec un dirigeant syndical au sein du Tek Gıda-İş, Istanbul, 22 août 2014.
15. "Devlet eliyle büyüyen sendika: Medya-İş" [Le syndicat qui se renforce par le biais de l'État: Medya-İş], 23 novembre 2013, <http://haber.sol.org.tr/sonuncu-kavga/devlet-eliyle-buyutulen-sendika-medya-is-haberi-83201>, consulté le 22 juillet 2014.
16. Il s'agit de l'adhésion des ouvriers au syndicat affilié à la Hak-İş quand la municipalité refuse de négocier avec les ouvriers affiliés aux autres confédérations en vue de signer des conventions collectives. (ITUC, "Turkey - Intimidation of public sector trade unionists (2012)", <http://survey.ituc-csi.org/Intimidation-of-public-sector.html?lang=en>, consulté le 22 juillet 2014).
17. Entretien avec un permanent syndical au Genel-İş à la DİSK, Ankara, 19 septembre 2012.
18. SAVAŞ Alparslan, "Türk-İş'ten kaçarken Hak-İş'e yakalanmak" [S'échapper de la Türk-İş, se trouver à la Hak-İş], *Sol*, 19 février 2013.
19. KOÇ Yıldız, "Sendikal operasyonda sıra bankalarda" [C'est au tour des banques dans l'opération syndicale], *Sol*, 24 août 2013.

20. Le bureau central du Limter-İş se situe à Tuzla, proche des docks. Limter-İş n'a pas d'autre branche en Turquie.

21. Entretien avec Levent, dirigeant syndical au Limter-İş, Istanbul, 23 juillet 2013.

22. Bourdieu constate que le propre des stratégies des travailleurs ne sont efficaces que si elles sont collectives, donc conscientes et méthodiques, c'est-à-dire médiatisées par une organisation chargée de définir les objectifs et d'organiser la lutte, BOURDIEU, 1984, p. 259-260.

RÉSUMÉS

Nous abordons ici la question de la précarisation du marché du travail dans différents secteurs d'activité et de son impact sur les stratégies syndicales. Nous montrons l'impact des pratiques autoritaires et des politiques néolibérales du gouvernement AKP, au pouvoir depuis 2002.

Les réformes ont visé à augmenter la compétitivité de certains secteurs par une plus grande ouverture au commerce international. Notre enquête montre que cette ouverture a précarisé le marché du travail dans la majorité des secteurs et entraîné la fragilisation de l'action syndicale, la marginalisation de l'affiliation syndicale et la criminalisation des mobilisations ouvrières.

Nous nous concentrons sur les trois confédérations syndicales ouvrières principales nées de différents courants politiques, la DİSK, la Hak-İş et la Türk-İş, en nous fondant sur une enquête menée depuis 2011 auprès des syndicats et d'une centaine d'entretiens avec des dirigeants et permanents syndicaux à Istanbul, Ankara et Sakarya.

In this work, we have addressed the issue of precarity in the labour market in different sectors and its impact on the transformation of trade union strategies. We have highlighted the impact of authoritarian practices and neoliberal policies of the AKP government, in power since 2002.

The reforms aimed to increase the competitiveness of certain industries by opening up to international trade. We can conclude in the light of our research that the international economic trade caused the precarization of the labour market in most sectors and has generated the weakening of trade union action, the marginalization of union membership and the criminalization of labour mobilizations.

We will focus on three labour union confederations, DİSK, Hak-İş, Türk-İş, coming from different political families. Our results are based on a doctoral research conducted since 2011, through ethnographic observations in the unions along with a hundred interviews with union leaders and experts in Istanbul, Ankara, and Sakarya.

Bu çalışmada birçok işkolunda emek piyasasının güvencesizleşmesini ve bu güvencesizleşmenin sendikal stratejiler üzerindeki etkilerini tartışmayı amaçladık. 2002'den beri hükümette olan AKP dönemindeki otoriter pratiklerin ve neoliberal politikaların etkisi üzerinde durduk.

Uluslararası rekabete daha açık olan bazı işkollarında rekabet kapasitesini arttırma amaçlı reformların sonucu olmuştur. Araştırmamızın sonuçları göstermektedir ki uluslararası ticaret ve serbest piyasa ekonomisi işkollarının büyük çoğunluğunda güvencesizleşmeye sebep olmuştur. Güvencesizleşme ise sendikaların çoğunun zayıflamasına, bu sendikalara üyeliğin marjinalize edilmesine ve işçi sendikalarının birçoğunun eylemlerinin suç unsuru haline gelmesine yol

açmıştır.

Çalışma boyunca Türkiye'deki üç farklı siyasi çizgiden gelen üç ana işçi sendikası konfederasyonu (DİSK, Hak-İş, Türk-İş) üzerinde duracağız. Çalışmanın sonuçları sendika yöneticileri ve uzmanlarıyla gerçekleştirilmiş yüz adet yarı yapılandırılmış derinlemesine görüşmelerden ve sendikalarda yaptığımız gözlemlerden oluşan ve 2011 yılından beri İstanbul, Ankara ve Sakarya'da yürüttüğümüz doktora araştırmamıza dayanmaktadır.

INDEX

Mots-clés : Turquie, Ankara, Istanbul, Sakarya, Tuzla, Izmir, marché du travail, action syndicale, AKP, globalisation, précarisation, intervention de l'État, syndicats turcs, époque contemporaine, histoire économique, histoire sociale

Keywords : Turkey, Ankara, Istanbul, Izmir, Sakarya, Tuzla, labour market, AKP, precarization, Union action, trade-union membership, globalization, State' intervention, Turkish trade unions, contemporary period, economic history, social history

motsclesel Τουρκία, Άγκυρα, Κωνσταντινούπολη, Σαγγαριά, Τουζλά, Σμύρνη, αγορά εργασίας, ΑΚΠ, προσωρινοποίηση, συνδικάτα, συνδικαλιστική δράση, παγκοσμιοποίηση, κρατική επέμβαση, τουρκικά συνδικάτα, σύγχρονη εποχή, οικονομική ιστορία, κοινωνική ιστορία

motsclestr Türkiye, Ankara, Istanbul, Sakarya, Tuzla, AKP, İzmir, sıradanlaştırılması, birlik, işgücü piyasası, sendika üyelik, küreselleşme, devlet mühadalesi, Türk sendikaları, çağdaş dönem, ekonomik tarih, sosyal tarih

AUTEUR

ISIL ERDİNÇ

CESSP, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne